



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE
A/C.3/33/L.48
24 novembre 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session
TROISIEME COMMISSION
Point 74 de l'ordre du jour

CONFERENCE MONDIALE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA
DISCRIMINATION RACIALE

Incidences administratives et financières du projet de
résolution publié sous la cote A/C.3/33/L.17

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à
l'article 153 du règlement intérieur

1. Au paragraphe 4 de la partie C du projet de résolution publié sous la cote A/C.3/33/L.17, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général d'entreprendre, au cours de l'année 1979, les activités suivantes :
 - a) Réunion d'un séminaire régional sur les procédures de recours dont disposent les victimes de la discrimination raciale et sur les activités à entreprendre au niveau régional;
 - b) Réunion d'une table ronde, avec la participation de professeurs d'universités et de directeurs d'institutions s'occupant des relations entre les races, consacrée à l'enseignement relatif aux problèmes de discrimination raciale;
 - c) Réalisation d'une étude sur les activités éducatives et les activités des moyens d'information dans la lutte contre la discrimination raciale.
2. Au paragraphe 9 de la partie C de la résolution, l'Assemblée générale prierait également l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche d'organiser un colloque international sur l'interdiction de l'apartheid, du racisme et de la discrimination raciale et sur la réalisation de l'autodétermination dans le droit international, en accordant une attention particulière aux principes de la non-discrimination et de l'autodétermination en tant que règles impératives du droit international.
3. Au paragraphe 10 du dispositif de la partie C de la résolution, l'Assemblée générale inviterait le Secrétaire général à fournir le personnel et les ressources nécessaires pour assurer l'application effective du Programme pour la Décennie, compte tenu des dispositions de ladite résolution.

4. Le montant estimatif des dépenses entraînées par le projet de résolution, ainsi que les hypothèses sur lesquelles les prévisions reposent, sont indiqués ci-après :

Paragraphe 4

- i) Réunion d'un séminaire régional sur les procédures de recours dont disposent les victimes de la discrimination raciale et sur les activités à entreprendre au niveau régional
(Deux semaines à Genève)

1979
(Dollars)

Frais de voyage et indemnités de subsistance des participants :

Frais de voyage 20 000

Indemnités de subsistance 39 500

Total i) 59 500

- ii) Réunion d'une table ronde, avec la participation de professeurs d'universités et de directeurs d'institutions s'occupant des relations entre les races, consacrée à l'enseignement relatif aux problèmes de discrimination raciale
(Une semaine à Genève)

1979
(Dollars)

Frais de voyage et indemnités de subsistance des participants :

Frais de voyage 69 300

Indemnités de subsistance 15 600

Total ii) 84 900

- iii) Réalisation d'une étude sur les activités éducatives et les activités des moyens d'information dans la lutte contre la discrimination raciale

(Voir les prévisions de dépenses indiquées au sujet du paragraphe 10, ci-après.)

Total, pour le paragraphe 4 144 400

/...

Paragraphe 9

Organisation par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche d'un colloque international sur l'interdiction de l'apartheid, du racisme et de la discrimination raciale
(Deux semaines à Genève)

(Dollars)

Frais de voyage et indemnités de subsistance des participants :

Frais de voyage	41 500
Indemnités de subsistance	15 100
Consultants	2 000
Total	<u>58 600</u>

Paragraphe 10

Personnel supplémentaire nécessaire pour assurer l'application du Programme pour la Décennie, compte tenu des dispositions de la résolution (12 mois de travail de personnel temporaire de la classe P-3)

(Dollars)

Personnel temporaire affecté à des tâches générales 40 500

Résumé des incidences financières (Dollars)

a) Paragraphe 4 du dispositif	144 400
b) Paragraphe 9 du dispositif	56 600
c) Paragraphe 10 du dispositif	40 500
Total	<u>243 500</u>

5. Ainsi, au cas où la Troisième Commission adopterait le projet de résolution publié sous la cote A/C.3/33/L.17, celui-ci aurait des incidences financières dont le montant est estimé à 243 500 dollars.

6. Sur le montant susmentionné, 58 600 dollars seraient nécessaires pour le colloque qui doit être organisé sous les auspices de l'UNITAR. Les activités de l'UNITAR sont financées à l'aide de fonds extra-budgétaires. Toutefois, le

/...

Directeur exécutif de l'UNITAR indique qu'à l'heure actuelle, il ne dispose d'aucun fonds pour organiser le colloque en 1979. La Troisième Commission souhaitera donc peut-être, soit recommander que l'Assemblée générale approuve l'ouverture des crédits nécessaires, soit décider que la tenue du séminaire dépendra de la disponibilité future de fonds extra-budgétaires.

7. Il convient de noter que les dépenses au titre des frais de voyage et des indemnités de subsistance des participants au séminaire régional et à la table ronde entreraient dans la catégorie des dépenses au titre des groupes d'experts ad hoc. Or, dans sa résolution 32/209, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de réexaminer les dépenses prévues au titre des services d'experts et de consultants dans le budget-programme pour 1978-1979, en vue de réaliser des économies sur le montant global alloué et de veiller à ne pas demander de crédits additionnels à ce titre pendant l'exercice biennal 1978-1979. Par conséquent, à moins que l'Assemblée générale ne décide, malgré sa résolution 32/209, d'ouvrir spécialement un crédit pour ces dépenses, celles-ci devraient être financées en partie ou en totalité à l'aide de crédits ouverts au chapitre 18 du budget. Le Secrétaire général, toutefois, n'est pas en mesure d'assurer l'Assemblée générale que des économies suffisantes pourront être réalisées à ce chapitre pour permettre cette solution.

8. Les activités prévues dans le projet de résolution entraîneraient également des dépenses au titre des services de conférence, dont le coût est estimé à 340 000 dollars sur la base du coût intégral. Sur ce montant, 145 000 dollars seraient nécessaires pour fournir des services de conférence au colloque qui doit être organisé sous l'égide de l'UNITAR. Aucun crédit additionnel n'est pour l'instant demandé au titre des services de conférence, les besoins effectifs en la matière devant être examinés dans le cadre de l'état récapitulatif de l'ensemble des crédits nécessaires au titre des services de conférence qui sera présenté vers la fin de la session en cours de l'Assemblée générale.
